



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/595
S/16171
21 novembre 1983

ORIGINAL : FRANCAIS

UN LIBRARY

NOV 26 1983

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 33 de l'ordre du jour
QUESTION DE PALESTINE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 18 novembre 1983, adressée au Secrétaire général
par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien

Je souhaiterais attirer votre attention sur le fait que, le 17 octobre 1983, les autorités israéliennes ont arrêté M. Mohammad Mi'ari et M. Maysara Sayyid, tous deux de Haïfa, parce qu'ils auraient été accusés d'avoir transgressé la loi sur la sécurité en assistant à la Conférence internationale sur la question de Palestine à Genève le mois dernier et pendant laquelle ils auraient rencontré des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine au cours des séances de travail.

M. Mi'ari et M. Sayyid participaient à la Conférence sur l'invitation de l'Organisation des Nations Unies et représentaient leurs organisations, à savoir respectivement l'Association des amis des prisonniers et le "Abna Al Balad Movement" (Mouvement des fils du pays), toutes les deux des organisations non gouvernementales ayant leur siège en Israël.

J'ai cru comprendre qu'ils ont été relâchés depuis lors, mais leur liberté de mouvement est limitée à la ville de Haïfa au cours des prochains six mois. Il est possible aussi que des mesures semblables soient prises à l'encontre d'autres participants d'Israël à la Conférence.

Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, j'aimerais protester contre cette mesure, que je considère discriminatoire à l'encontre des personnes arrêtées et qui équivaut à un acte d'intimidation puisque les deux personnes étaient simplement en train d'exercer leurs fonctions légitimes au nom de leurs organisations à une conférence tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de transmettre aux autorités israéliennes l'inquiétude du Comité et intervenir auprès d'elles pour qu'elles lèvent les restrictions imposées à MM. Mi'ari et Sayyid.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité pour l'exercice des
droits inaliénables du peuple palestinien,

(Signé) Massamba SARRE
